

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

EDITE LE : 24/01/14

MODIFIE LE :

DOSSIER

B45

Communauté de Communes du
PAYS BARAQUEVILLOIS

156 Avenue Centre
12160 BARAQUEVILLE
06 70 21 68 14



CONSULTATION DES ENTREPRISES

APS

PC

PRO

DCE

DOE

CONSTRUCTION D'UN ESPACE ANIMATION ET D'UNE BIBLIOTHEQUE



Tél : 05-65-69-02-96
Fax : 05-65-69-14-95
E-mail mairie.gramond@wanadoo.fr
Site internet www.gramond.fr

Le Bouscaillou - 12160 GRAMOND

BET STRUCTURE / FLUIDES



**Centre d'Etudes
Techniques**

77 avenue Tabardel
12740 SEBAZAC
tél : 05 65 46 91 71
fax : 05 65 46 92 62
cetec12@wanadoo.fr

BUREAU DE CONTROLE



**Bureau de
l'Aveyron**

Av. de l'Hôpital Bourran
Résidence "Le Pirée"
12000 RODEZ
tél : 05 65 68 18 68
cconstruction.rodez@socotec.fr

CCTP

Cahier des Clauses Techniques Particulières

SECTION B
Parcelle n°636
Surface 18 009m2

bédune
ARCHITECTES

435 ROUTE DE PUECH MAYNADE - PUECH BAUREZ - 12850 ONET LE CHATEAU
Tél. 05 65 68 34 88 - contact@bedrune-architectes.fr - www.bedrune-architectes.fr
Ordre des architectes n°midS01880 - SARL au capital de 10 000 euros - RC Rodez B 332 589 662

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DE L'OPERATION

Le présent appel d'offres concerne la réalisation de travaux de construction d'une salle d'animation et d'une bibliothèque dans la commune de Gramond (12) dénommé :

CONSTRUCTION D'UNE SALLE D'ANIMATION ET D'UNE BIBLIOTHEQUE A GRAMOND

1.2 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de la construction et les prescriptions techniques de réalisation concernant l'ensemble des travaux de la construction projetée.

Le CCTP comprend le présent CCTP commun à tous les lots et les CCTP propres à chaque lot et leurs éventuelles annexes. L'ensemble de ces documents est complémentaire et indissociable. Toute entreprise sera tenue de se procurer l'ensemble des dossiers de manière à prendre connaissance du CCTP de chaque lot ainsi que de toutes les pièces constituant l'ensemble du marché (notamment les pièces graphiques) de manière à pouvoir apprécier les sujétions liées aux prestations des différents lots. Aucune omission ou erreur provenant du non respect de cette clause ne pourra être une cause de modification de son forfait.

2 RECONNAISSANCE DES LIEUX ET CONNAISSANCE DU PROJET

2.1 RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise est sensée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus, le terrain, les bâtiments existants et leurs sujétions propres :

- les modalités d'accès par la voirie
 - les possibilités et les difficultés de circulation et de stationnement
 - les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exercer tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de suppléments sur les prix

En cas de difficulté prévisible, l'Entrepreneur en avertira le Maître d'ouvrage avant remise de son offre. En aucun cas, l'Entrepreneur ne peut prétendre à un supplément de prix du fait de difficultés liées aux emprises, à l'environnement et à l'état des équipements existants, résultant d'un manque de reconnaissance des lieux.

Le plan topographique et le plan de l'existant fourni au dossier donnent des indications que l'entrepreneur est tenu de vérifier avant la remise de son offre.

2.2 NATURE DU TERRAIN

Chaque entrepreneur, devra prendre connaissance des études géotechniques (si elles ont été fournies lors de la consultation) et tenir compte, dans l'établissement de ses prix, des conditions particulières d'exécution de ses ouvrages.

2.3 CONNAISSANCE DU PROJET

Pour présenter son offre, l'entreprise prendra parfaitement connaissance :

- Des pièces relatives au marché, jointes (plans et pièces graphiques, CCTP et pièces écrites, etc..) ; ou non jointes (DTU, etc..).
- Des lieux du projet, de leur occupation et de leur fonctionnement en cours de chantier, de la disposition des ouvrages à construire, des accès et des particularités des environnants au chantier, de l'organisation spécifique dans l'espace et dans le temps des travaux tous corps d'état (planning, etc..) ;
- Des diverses contraintes juridiques et administratives (de voisinages, compagnies concessionnaires, protection des ouvrages apparents ou enterrés, droits de décharges, droits d'emprise sur voiries publiques ou privées, etc..).

L'ensemble des pièces écrites constituant le dossier, complété par les documents graphiques, donne les indications utiles à la réalisation du projet. Les plans et les pièces écrites se complètent mutuellement et réciproquement.

L'entrepreneur sera tenu d'étudier, avant remise de son offre, tous les documents remis par le maître d'œuvre, pour l'exécution des ouvrages. Il devra signaler au maître d'œuvre, les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'Art.

L'entrepreneur devra également vérifier la corrélation entre le CCTP et toutes les autres pièces écrites et graphiques du Marché. Il devra signaler au Maître d'œuvre, avant la remise de son offre, les erreurs ou omissions qu'il pourrait constater. A ce titre, le quantitatif remis à l'Entrepreneur pour établir son prix ne l'est qu'à titre indicatif. Il est réputé l'avoir vérifié avant la remise de son offre.

L'Entreprise inclut dans ses prix toutes les spécifications et sujétions indiquées dans le CCTP commun à tous les lots ainsi que tout ce qui concerne les frais d'installation de chantier, de sécurité et d'hygiène et tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

Les prestations à exécuter comprendront tous les travaux prévus au CCTP décrits ou non décrits, découlant implicitement des plans et nécessaires à l'achèvement complet de la construction dans les règles de l'art, sans restriction ni réserve. Chaque entreprise devra notamment tenir compte, dans l'établissement de son offre forfaitaire, de tous légers ouvrages, raccords, tranchées, percements, scellements, trous, refouillements, calfeutrement à toute hauteur et de toute nature, toutes fixations, ossatures, en un mot tous travaux complémentaires, accessoires et connexes à l'ouvrage principal, nécessaires à son parfait achèvement, et ce même s'il y avait insuffisance dans la description des ouvrages.

L'entrepreneur est réputé s'être mis en rapport avec le maître d'œuvre pour mettre au point, avant la remise de son offre, toutes questions qui pourraient être causes de litiges par la suite. En conséquence

L'Entrepreneur ne pourra arguer que des erreurs, imprécisions ou omissions sur tout document constituant le marché (y compris sur les plans) puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix et devra prévoir lors de l'établissement de son prix global et forfaitaire (et par répercussion dans les prix unitaires figurant dans la Décomposition du Prix Global.

3 ORGANISATION DE CHANTIER

3.1 PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER

Dès leur désignation par le Maître de l'ouvrage, les entrepreneurs titulaires de chacun des lots de travaux sont tenus de répondre aux convocations du Maître d'œuvre dans le cadre de la période de préparation.

Les réunions préliminaires nécessaires peuvent indifféremment se tenir chez le Maître d'œuvre ou sur le chantier.

Au cours de cette période, toutes les mises au point indispensables à l'exécution des travaux sont effectuées selon le processus développé ci-après.

3.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Chaque entreprise devra pour son propre compte :

- Le nettoyage de son chantier avec évacuations des gravats issus de ce nettoyage au fur et à mesure de ses propres interventions,
- Son installation de chantier et tous les échafaudages dont elle aura la nécessité pour exécuter ses tâches,
- Son réfectoire et ses installations de vie collective
- Le stockage sur le chantier sous sa propre responsabilité, la mise en œuvre et le levage de tous ses matériaux et ouvrages par ses propres moyens

Avant le début des travaux, chaque entrepreneur devra soumettre à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan des installations de chantier définissant en particulier les installations relatives au Gros-Œuvre, les zones affectées aux autres corps d'état, l'emplacement des baraques de chantier, les zones de stockage des matériaux, les accès et circulation, etc...

En tout état de cause, les installations et l'organisation générale du chantier seront conformes aux règlements en vigueur et aux prescriptions du coordonnateur SPS.

L'entreprise doit apporter, dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit par le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Il est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.
- d'autre part, d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engin et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier et / ou d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

3.2.1 Installations de chantier du lot Gros Oeuvre

L'entrepreneur du Lot Gros Oeuvre devra certaines installations communes à tous les corps d'état. Ces dépenses seront à prévoir dans son offre, à savoir :

- Clôtures : Le présent lot devra exécuter une clôture de chantier autour de l'enceinte des travaux à réaliser y compris zone de stockage, de préfabrication, aires de travail et de préparation, zones sanitaires et aisance en accord avec le maître d'œuvre. Cette clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, sera réalisée en tôles nervurées, sur ossature métallique réalisée sur plots en béton servant de lestage vis-à-vis des effets du vent. Cette clôture devra être pourvue d'un portail permettant le passage des véhicules lourds. Prévoir un cadenas et 5 clés.

Cette clôture pourra partiellement être démontée et déplacée pendant les phases de chantier si nécessaire, à la demande du maître d'œuvre.

- Balisages des voies d'accès provisoires chantier et de la zone de stockage TCE (panneaux des signalisations, etc...).
- Entretien des voies d'accès provisoires permettant les approvisionnements TCE et de la zone de stockage TCE.

- Empierrement (éviter les boues) pour allées piétonnes entre bungalows de la zone vie.

- Bureaux pour réunions de chantier à savoir : 1 salle de 20 m², éclairée, et équipée d'un meuble de rangement, de 8 tables, de chaises ou de bancs, de casiers au nom des intervenants pour diffusion des documents.

- Zone vestiaires équipée de casiers fermant à clef.

- Zone de restauration pour les repas, équipée d'un point d'eau, d'un frigidaire et d'un micro-ondes.

- Installations de WC, postes d'eau, ainsi que leur raccordement par l'entrepreneur de gros œuvre, l'ensemble des frais afférents étant à sa charge.

Les caractéristiques de ces installations, ainsi que celles de toutes les installations communes sont celles imposées par la réglementation de l'hygiène en France.

- Branchements provisoires d'eau à réaliser sur le réseau en limite de propriété.

- Branchement aux égouts des installations d'hygiène.

- Réalisation d'une installation électrique de chantier comprenant :

- Toutes démarches auprès d'ERDF.

- Installation de l'alimentation générale compris fourniture de l'armoire principale de chantier à raccorder sur le réseau en limite de propriété.

- Installations communes de sécurité et d'hygiène suivant prescriptions du présent CCTP et du PGC de l'organisme missionné en COORDINATION HYGIENE ET SECURITE et en conformité avec les règlements actuels et le code du travail en vigueur en Polynésie.

- Branchement provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments.

- Mise à disposition de l'ensemble des corps d'état de bennes à déchets suivant avancement du chantier. Gestion et évacuation des bennes à la charge du GO dans cadre du compte-prorata.
- Protection des fourreaux électriques de chantier alimentant les coffrets et éclairages. Ces protections permettront le passage des grues et camions sans endommager les câbles.

3.2.2 Panneau de chantier

Dès l'ouverture du chantier, à un endroit désigné par l'Architecte, il sera installé par l'entrepreneur de gros œuvre un panneau d'affichage réglementaire de chantier, suivant le dessin fourni par l'Architecte.

Sur ce panneau, seront portées les inscriptions suivantes :

- . nature de l'opération ;
- . numéro du permis de construire ;
- . coût de l'opération ;
- . l'image perspective 3D du projet en couleur (format A2 minimum);
- . les noms des Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, ainsi que les noms et

adresses des entreprises participant à la réalisation du projet.

Les dépenses relatives à ce panneau seront à la charge de l'entreprise de gros œuvre.

3.2.3 Sécurité et circulation des engins

Les entrepreneurs de toutes les entreprises se conformeront aux demandes du CSPS, de l'OPC ou de l'architecte, et seront particulièrement vigilants à la sécurité des riverains et des piétons. Ils devront toutes les précautions et installations que le coordinateur de sécurité pourra leur imposer à cette fin. Tous travaux sur une voie publique seront soumis aux conditions de la commune ou de l'équipement, et à la réglementation.

L'entrepreneur prendra toutes les précautions pour ne pas endommager les voies publiques d'accès au chantier, et les remettra en état si nécessaire, pendant, et à la fin du chantier.

L'accès au chantier est défini dans le PGC. Toute modification ou accès temporaires différents sont soumis à l'acceptation du MOE et MO.

3.2.4 Compte Prorata

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE devra l'établissement et la gérance du compte prorata. Seront affectés à ce compte toutes les dépenses mentionnées dans le présent CCTP et dans le P.G.C. en priorité, et à défaut dans la norme NF P 03.011 et notamment dans ses annexes A, B et C.

Les dépenses d'intérêt commun sont à la charge de toutes les Entreprises et ce, solidairement entre elles et réparties au prorata des travaux réalisés par chacune d'elles.

Toutes les dépenses engagées et régulièrement prises en compte devront être notifiées par un attachement stipulant la nature des dépenses, les quantités, les valeurs unitaires, les heures de main d'œuvre, le coût général en débours hors frais généraux d'entreprise.

Aucune facture de compte prorata ne pourra être prise en compte sans un attachement signé par le responsable des travaux. Tout attachement non signé au-delà d'une semaine sera rejeté.

Le décompte général du compte prorata sera établi par le Conseil de Compte Prorata. En cas de litige persistant l'architecte et le Maître d'ouvrage procéderont d'office à l'arrêt des comptes.

Le paiement du solde des marchés sera effectué après apurement du compte prorata.

3.2.5 Dépenses communes

Pour la liste des dépenses communes, se référer au CCAP.

3.2.6 Solidarité

Les entreprises pour le règlement des sommes mises au débit du Compte Prorata sont solidaires entre elles notamment en cas de défaillance de l'une d'elles.

3.2.7 Conseil de compte Prorata et Gestion

A l'initiative du lot GROS OEUVRE, en début de chantier, il sera créé un Conseil de Compte Prorata qui sera constitué :

- D'un représentant de l'entreprise du lot 02 – TAT/GO/CM/ETA
- De 2 représentants des corps d'état secondaires

Ce conseil aura pour mission de juger de l'opportunité de prendre en compte les factures présentées. Il prendra décisions à la majorité.

4 EXECUTION DES TRAVAUX

4.1 VERIFICATION DES COTES

Chaque entrepreneur devra soigneusement vérifier toutes les côtes portées aux plans et s'assurer de leur concordance dans les différents plans. Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur les plans, et avant toute mise en œuvre, l'entrepreneur s'assurera de la possibilité de suivre les indications des plans et éventuellement les compléter en prévenant le Maître d'Oeuvre en cas d'erreurs ou d'omissions.

Chaque entrepreneur reste entièrement responsable des erreurs ou omission qu'il n'aura pas signalées en temps utile au Maître d'Oeuvre.

4.2 REGLEMENTATION ET NORMES

Les calculs et la mise en œuvre des ouvrages et installations devront respecter la réglementation en vigueur au jour de la remise de l'offre et pendant toute la durée d'exécution du marché, notamment :

- Le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)
- Le code de la construction Les Normes Françaises de L'AFNOR et en particulier les normes de classe P "bâtiment" du REEF en vigueur
- Les normes européennes EN en vigueur Les "Cahiers des Prescriptions Techniques Générales" du C.S.T.B.,
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et les prescriptions des cahiers des clauses techniques qui s'y rattachent
- Les fascicules correspondants du "Cahier des Prescriptions Communes" (C.P.C.),
- Les règles de calcul les accompagnant.
- Les avis techniques et prescriptions de pose des matériaux mis en œuvre.
- Les règles de l'art.
- Le DTU P06-002 : Règles NV 65 : Effets du vent sur les constructions.
- Réglementation Territoriale de résistance au vent
- La norme NF P06-013 : Règles PS 92 Séisme
- Les règles de calcul BAEL
- Les décisions et règlements administratifs tels que : permis de construire, code de la santé et code du travail, règlement sanitaire du territoire
- Lois, arrêtés et décrets concernant les installations industrielles (électricité, froid, pollution, etc...), la sécurité, la thermique (isolation), l'acoustique (isolement aux bruits intérieurs ou extérieurs).
- Règlement sur l'hygiène alimentaire de la CEE pour l'exportation
- Réglementation sur les établissements classés pour la défense de l'environnement
- Aux règles de sécurité contre l'incendie
- Et d'une façon générale, l'ensemble des textes réglementaires, administratifs et normatif applicables à l'opération tant en ce qui concerne la nature des travaux à réaliser que le type d'établissement concerné et que la nature du marché de travaux passé.

Ces documents contractuels ne sont pas matériellement joints au dossier mais l'Entrepreneur est réputé les connaître et les appliquer.

4.3 IMPLANTATION - NIVEAUX

Chaque entreprise devra l'implantation des ses propres ouvrages en plan et en altitude.

Le trait de niveau sera tracé (+1.00m au dessus du sol fini), et entretenu par l'Entrepreneur du lot GROS OEUVRE. Il sera reporté ou tracé à chaque étage autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité ou à incorporer au compte "prorata". L'entrepreneur veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements des futurs murs, il en sera de même pour les traits de niveaux sur les matériaux devant rester brut de décoffrage ou posés finis.

Le piquetage général est effectué par l'Entrepreneur titulaire du lot GROS OEUVRE, en totalité, à ses frais, avant le commencement des travaux, et contradictoirement avec le Maître d'œuvre.

4.4 COORDINATION DES TRAVAUX

Les entrepreneurs devront se conformer aux instructions qui leur seront données par la Maîtrise d'Oeuvre et par la Maîtrise d'Ouvrage, en vue de la coordination des corps d'état, les entrepreneurs seront tenus de collaborer à l'élaboration des documents nécessaires à l'exécution de leurs travaux.

4.5 COORDINATEUR C.S.P.S

5.5.1

Rôle du CSPS

Un coordinateur CSPS (Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé) sera missionné par le maître d'ouvrage pendant toute la durée des travaux.

Il établit le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S) joint au dossier de consultation.

En phase exécution, il tiendra à jour le registre journal sur lequel seront consignées toutes les remarques et directives en matière de sécurité. Ce dossier sera laissé à la disposition de l'ensemble des entreprises dans le bureau de chantier.

5.5.2

Autorité du coordinateur

En cas de non respect des règles définies dans le P.G.C.S.P.S, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier sous les huit jours aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Dans le cas de non conformité dans le délais énoncé ci-dessus, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordinateur aura autorité, pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le P.G.C.S.P.S, mettent en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route, ou des riverains, ne sont pas respectées. Le coordinateur disposera alors d'un délais de 24 heures pour donner son feu vert de démarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre seront tenus informés immédiatement ainsi que le responsable de l'entreprise par fax de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans les deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

En cas d'accident sur le chantier, l'entreprise devra en tenir informé le coordinateur qui en informera si nécessaire les différents organismes compétents en matière de sécurité.

5.5.3

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent transmettre un P.G.C.S.P.S au coordinateur avant toute intervention sur le chantier.

Le P.G.C.S.P.S mentionne :

- les noms et adresses de l'entrepreneur
- l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier
- les normalités de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux
- le nom du responsable de l'entreprise sur le chantier
- le nom du responsable de l'entreprise chargé de la sécurité

Le P.G.C.S.P.S comporte obligatoirement et de manière détaillée :

- les dispositions en matière de secours et d'évacuation
- les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celles des locaux destinés au personnel
- pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

4.6 CONTROLE GENERAL DES TRAVAUX

Le contrôle général des travaux incombe à la Maîtrise d'œuvre. Celle-ci est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entreprises. A ce titre, elle est tenue de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché des travaux.

4.7 QUALITE DES OUVRAGES

Les ouvrages seront exécutés en toute perfection au point de vue technique et esthétique. La maîtrise d'Oeuvre se réserve le droit de faire :

- soit recommencer les ouvrages défectueux aux frais de l'entrepreneur,

- soit d'appliquer un rabais proportionnel à la malfaçon dûment constatée.
Les entrepreneurs seront tenus de signaler à la Maîtrise d'Oeuvre, avant tout début d'exécution de leurs travaux, les défauts ou imperfections des autres corps d'état susceptibles de nuire à leur réalisation.

4.8 PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront exécutés suivant le planning notifié à l'Entreprise après avoir été finalisé pendant la période de préparation de chantier.
Chaque Entreprise est tenue de procéder à la réalisation de ses ouvrages, suivant le planning d'exécution tous corps d'état, pour laquelle les tâches de chaque corps d'état coïncident, dans un seul but : la livraison des ouvrages tous corps d'état dans le délai contractuel.

4.9 FERMETURES PROVISOIRES DES BATIMENTS

Les fermetures provisoires des bâtiments nécessaires pour en interdire l'accès en dehors des heures de chantier sont à la charge de l'entrepreneur de gros œuvre.

a) Disposition concernant le "clos provisoire"

Les entrepreneurs des lots de travaux assurant le "clos" et le "couvert" doivent prendre toutes mesures utiles pour qu'à défaut d'installation définitive, les obturations provisoires soient assurées par tout moyen approprié permettant d'exécuter conformément aux prévisions du calendrier d'exécution, les travaux qui ne peuvent être exposés aux intempéries.

Ces entrepreneurs ont la charge de maintenir leurs ouvrages provisoires en état, dans l'attente des installations définitives.

b) Conservation des clés

Lorsque les locaux ont reçu leurs serrures définitives, les clés restent sous la responsabilité des entrepreneurs dont les lots en comportent la fourniture. Chacun doit les conserver en bon état et en bon ordre. Elles sont mises en trousseaux avec les étiquettes pour chaque pièce et par logements.

En cas de perte d'une clé, la serrure ou le verrou de sécurité correspondant est remplacé aux frais du responsable de la perte. Les clés déformées ou rouillées sont refusées.

4.10 MANUTENTIONS ET LIVRAISONS

Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées. Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du Maître d'œuvre, préalablement à toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution de la structure. L'entrepreneur de gros œuvre met ses grues et autres moyens de levage et de manutention à la disposition des autres entreprises, en dehors de ses heures de travail et selon un tarif horaire défini par les entreprises concernées.

Chaque entrepreneur fournit à l'entreprise de gros œuvre le tracé de l'emplacement de ses matériels et indique les éventuelles réservations nécessaires au passage de ceux-ci, ainsi que les surcharges qu'auront à supporter les planchers.

4.11 DISPOSITIFS COMMUNS DE SECURITE

Les garde-corps d'allèges lors de l'intervention en hauteur (+ de 1m) sont réalisés par l'entrepreneur Gros Oeuvre au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Tous les étais, planchers ou matériels qui sont mis en place au titre de la sécurité, reçoivent une peinture rouge permettant de les repérer s'ils venaient à être détournés de leur affectation première. Un treillis soudé doit être laissé dans chaque trémie pour constituer une protection contre les chutes du personnel. Les lots utilisateurs de ces trémies découpent le treillis en fonction des besoins.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections sont à la charge exclusive du lot Gros Oeuvre.

Chaque entreprise est responsable de la bonne conservation des protections dans la zone où elle est appelée à intervenir.

Chaque corps d'état doit, en conséquence, trouver, lors de son intervention, des garde-corps en place et, éventuellement, remis en état par le corps d'état qui précède ; si tel n'est pas le cas, les travaux nécessaires sont exécutés et facturés à l'entreprise défaillante.

4.12 PROTECTION DES OUVRAGES

4.13 JOINTS DE DILATATION

Les Entrepreneurs devront tenir compte pour leurs ouvrages de toutes sujétions dues à la présence des joints de dilatation indiqués sur les plans.

4.14 ESSAIS

Les frais résultant des essais sur les matériaux et les fournitures sont inclus dans le prix du marché, outre les essais complémentaires demandés par le Maître d'Oeuvre dans les CCTP des différents lots ainsi que ceux demandés en cours de travaux par le Maître d'Oeuvre et le Bureau de Contrôle. Les ouvrages ne pourront être réceptionnés que quand l'ensemble des essais sera satisfaisant et les procès verbaux établis et remis au client.

5 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

5.1 PROVENANCE DES MATERIELS ET PRODUITS

Outre les réglementations auxquelles doivent obéir le matériel et la mise en oeuvre, ceux-ci devront être estampillés N.F. ou C.E.

Tout matériel ne présentant pas une de ces estampilles devra être déclaré au Maître d'oeuvre.

L'ensemble des matériaux et matériels employés sera, indépendamment de sa conformité aux normes, toujours neuf et de première qualité, exempts de toute altération (oxydation ou autre).

5.2 MARQUES ET CAHIER DES CHARGES FABRICANT

Les spécifications techniques des marques indiquées dans le CCTP sont imposées aux entrepreneurs qui doivent en tenir compte dans leurs prix; cependant d'autres modèles similaires pourront être proposés en variante libre, à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en oeuvre du produit ou du matériel.

5.3 FICHES FAM

L'Entrepreneur devra faire valider le matériel qu'il va poser. Pour cela, il réalisera (à la demande de l'architecte), et fera approuver des Fiches d'Acceptation Matériel (FAM) avant de commander et poser le matériel.

Le modèle de formulaire de fiche FAM sera envoyé par le maître d'oeuvre à l'entrepreneur.

5.4 ECHANTILLONS

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans le délai fixé par le marché, tous les échantillons de matériaux ou produits qui lui sont demandés par le Maître d'oeuvre.

Ces échantillons sont représentés à l'agrément de ce dernier, suivant les modalités qu'il aura fixées.

Aucune commande de matériels ne peut être passée, sinon aux risques et périls de chaque entrepreneur, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par la signature du Maître d'Oeuvre.

6 PRESTATIONS INTERDEPENDANTES

6.1 LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

L'entrepreneur devra prendre contact avec les adjudicataires des autres lots afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs. Il a le devoir de prendre connaissance des pièces des dossiers des autres corps d'état et ne pourra en aucun cas, ni à aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés et de les ignorer.

Il est donné ci-après au chapitre "prescriptions techniques particulières", à titre indicatif, les limites des prestations entre le présent lot et quelques corps d'état. Il est précisé que cette liste n'est pas limitative et que l'entrepreneur du présent lot doit prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble de ses ouvrages.

6.2 RECEPTION DU SUPPORT

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra s'assurer sur place de la conformité des subjectiles aux dispositions du marché et à celles des documents approuvés par le Maître d'œuvre. Au cas où il constaterait des différences ou si l'état du chantier n'est pas conforme aux spécifications du DTU, il devra les signaler au Maître d'œuvre pour décision au moins vingt jours avant la date prévue pour l'exécution de ses travaux ; s'il néglige cette formalité, il restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner. L'entrepreneur devra inspecter l'état des supports qui lui sont fournis par l'entrepreneur de gros oeuvre qui devra après accord du Maître d'Oeuvre, les rendre aptes à leur usage sans qu'il puisse arguer d'une quelconque plus value.

6.3 RENCONTRE AVCE LES OUVRAGES EXISTANTS ET DICT

L'entrepreneur prendra toutes ses dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations ou conduites de toutes sortes rencontrées ou longées pendant l'exécution des travaux. Dans le cas où des ouvrages existants seraient endommagés, l'entrepreneur assurera à ses frais, leur remis en état.

DICT :

A minima 10 jours avant de commencer son chantier, l'entrepreneur est tenu de déposer auprès des divers concessionnaires (Mairie, Equipement, ERDF, TELECOM, EAU, etc.) une déclaration d'intention de commencement des travaux. Une copie des réponses sera remise au MOE.

7 DOCUMENTS D'EXECUTION

7.1 ETUDES D'EXECUTION

L'entrepreneur doit établir sur la base du dossier de consultation fourni par la maîtrise d'œuvre (plans PRO/DCE) un dossier d'exécution complet (plans EXE).

Le dossier comprend l'ensemble des plans d'exécution nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages, ainsi que les détails d'atelier et d'adaptation aux méthodes et matériels des entreprises, et les plans de réservation cotés.

- Tous les plans et carnets de détails d'exécution des travaux ;
- Tous les plans et carnets de détails de fabrication et plan de pose ;
- Tous les plans de réservations (menuiseries, fluides, équipements divers,... et autres) ;
- Toutes les fiches techniques des matériaux et matériels à mettre en oeuvre ;
- Tous les PV de classement, certificats divers, avis techniques en cours de validité, étude de préconisation de fabricant, etc ...
- Tous les nuanciers et échantillons nécessaires à la validation des ouvrages.

Les dossiers EXE seront transmis sous 30 jours, suite à la signature des marchés.

Les dossiers seront transmis pour approbation en 4 exemplaires:

- 1) au maître d'ouvrage (1ex papier)
- 2) au bureau de contrôle (1ex papier)
- 3) à la maîtrise d'oeuvre (1ex papier + 1 informatique sur CD ROM aux formats DWG et PDF)
- 4) un exemplaire papier supplémentaire sera réservé au dossier chantier (suite à l'approbation de la maîtrise d'œuvre)

La réalisation du dossier EXE et les exemplaires papiers et informatique seront compris dans l'offre de l'entreprise, et ne pourront en aucun cas faire l'objet de prestations supplémentaires.

7.2 SYNTHESE DES PLANS

Chaque titulaire devra s'assurer, avant le début des travaux et pendant la phase de préparation, que l'ensemble de ses prestations (plans de détails, réservations, tracés, implantations ossatures diverses, etc...) est compatible avec les ouvrages des autres lots.

Les plans de synthèses, à la charge des entreprises, seront réalisés durant la période de préparation sur la base des dossiers d'exécution et suivant le planning d'exécution établi. Ils porteront notamment sur :

- Les plans de réservations dans les parois existantes et béton de tous les corps d'état concernés avec positionnement définitif des gaines techniques;
- Le positionnement, l'altimétrie et le cheminement des différents réseaux organiques (électricité, fluides,

thermiques, ...) ainsi que la nature de tous les accessoires nécessaires qui s'y rapportent (chemin de câbles, suspentes de supportage, ...) ;

- Le calepinage des plafonds et faux plafonds avec intégration des luminaires, bouches de ventilation, trappes d'accès etc ... sur la base des plans Architecte ;
- Le plan des réseaux techniques dans plénum des faux plafonds et la compatibilité avec les hauteurs de plénum ;
- Les plans des équipements techniques de chaque local (appareils de chauffage, prises de courant, etc...)

7.3 INFORMATIONS A TRANSMETTRE

Chaque Entreprise fournira en temps utile, et selon les spécifications du CCTP de chaque Lot, toutes les informations concernant les ouvrages de son lot, et dont la mise en œuvre s'imbrique avec ceux d'autres corps d'état. Notamment :

- Niveaux d'arases et nus bruts à respecter ;
- Emplacements et caractéristiques de surcharges spécifiques ;
- Emplacement et encombrement de canalisations, tuyauteries, gaines, chemins de câbles, etc ... ainsi que de toutes les réservations (y compris dimensionnement) à réaliser ;
- Dispositions et sujétions diverses à prévoir (supports, percements, scellements, etc ...)

Pendant la phase préparatoire du chantier, toutes les entreprises doivent fournir à l'entreprise de gros œuvre, sous leur seule responsabilité, un jeu de plans cotés, avec toutes les indications utiles concernant les trémies, trous, feuillures, massifs, socles, caniveaux, incorporations diverses intervenant dans le béton armé et les grosses maçonneries. L'ensemble de ces éléments, dont un exemplaire est parallèlement adressé au Maître d'œuvre, doit être remis à l'entrepreneur de gros œuvre, suivant le calendrier de fourniture des documents établis pour la période de préparation.

L'entrepreneur de gros œuvre veille à ce que toutes les indications lui soient données en temps utile et il ne peut se prévaloir d'un retard dans la remise de celles-ci pour justifier son propre retard. Il effectue la synthèse de tous les passages à réserver en présence des entrepreneurs intéressés. Ceux-ci sont tenus de modifier les emplacements de scellements et les parcours en cas d'impossibilité de percement ou d'incidences inacceptables dans les positions des armatures du béton armé.

En cas de divergence de vue, il en est référé au Maître d'œuvre, qui tranche.

Les renseignements sont alors reportés sur les plans de gros œuvre, avec l'identification de l'entrepreneur utilisateur.

Les travaux supplémentaires ou modificatifs, qui résulteraient de la non fourniture des renseignements en temps utile, d'erreur ou d'omissions, seraient exécutés aux frais de l'entreprise responsable.

8 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur doit établir sur la base des travaux effectués sur le chantier, un dossier de plans de recollement complet (Dossier des Ouvrages Exécutés) avec les références et caractéristiques précises des matériaux utilisés et leur repérage dans le bâtiment.

Les dossiers seront transmis sous 30 jours suite à la date de réception des travaux.

Les dossiers seront transmis à la maîtrise d'œuvre en 4 exemplaires papier et un exemplaire informatique sur CD ROM aux formats DWG Autocad 2004 et PDF)

La réalisation du dossier EXE et les exemplaires papiers et informatique seront compris dans l'offre de l'entreprise, et ne pourront en aucun cas faire l'objet de prestations supplémentaires.

Le DOE comprendra :

1) Un document relié, regroupant l'ensemble des documents "texte"

Les premières pages du document relié constitueront sa "table des matières" et comporteront la liste exhaustive des matériels ou matériaux mis en œuvre avec pour chacun :

- o La marque et/ou le nom du fabricant
- o La gamme et/ou le modèle mis en œuvre (avec références précises, dimensions, sections...)
- o Les références de teinte le cas échéant
- o Leur localisation dans le bâtiment

La suite du document comportera, dans le même ordre que sur la liste ci-dessus, les caractéristiques détaillées de chaque matériel ou matériau mis en œuvre et notamment :

- o La documentation commerciale comportant les coordonnées complètes du fabricant

- o La documentation technique et notamment tout document permettant la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant
- o Les certificats de garantie des matériels faisant l'objet d'une garantie de la part de leur fabricant
- o Les PV d'essais ou de classement et plus généralement tout document justifiant des performances des matériels et matériaux lorsqu'un niveau minimal est exigé (CCTP, réglementation...)
- o Les fiches d'essais et d'autocontrôles
- o Les avis techniques
- o Les notices d'utilisation et d'entretien avec notamment les références des consommables ou des pièces ou organes devant faire l'objet d'une maintenance particulière
- o Les notes de calcul
- o Les fiches de composition des matériaux composites (bétons, enrobés....)
- o Les rapports d'essais COPREC

2) Une pochette, regroupant l'ensemble des documents graphiques et les documents d'un format supérieur au format A4

Elle comprendra au premier plan la liste exhaustive des documents qu'elle contient puis l'ensemble des documents graphiques, avec notamment :

- o Les plans conformes à l'exécution
- o Les plans de recollement
- o Les carnets de détails et plans de fabrication

Pour les entreprises en charge des ouvrages ci-dessous, les documents suivants devront en outre être fournis :

RESEAUX (VRD / ELECTRICITE / COURANTS FAIBLES / PLOMBERIE / CHAUFFAGE / VENTILATION)

- o Les schémas généraux et les plans des installations et des réseaux, qu'ils soient aériens, encastrés ou enterrés (avec cotation altimétrique des fils d'eau et sections des canalisations et des fourreaux pour ces derniers)
- o Les schémas des gaines et colonnes verticales
- o La localisation des raccordements sur les réseaux publics
- o La localisation des piquages et des organes de coupure ou de contrôle (regards, comptages, vannes, clapets, thermostats, disjoncteurs, TGBT...)
- o Les schémas et plans détaillés des armoires techniques (TGBT...), avec repérage de chaque circuit
- o Les schémas et plans détaillés locaux techniques (chaufferie, machinerie d'ascenseur...) o
- o Les plans "face avant" des baies informatiques
- o Le recettage VDI
- o Les attestations de conformité

TERRASSEMENTS / PLATEFORMES :

- o Les PV des essais à la plaque

STRUCTURES EN BETON ARME :

- o L'ensemble des plans de béton armé, de coffrage et de ferrailage
- o La note concernant les surcharges d'exploitation plancher par plancher

CHARPENTES :

- o Les plans conformes à l'exécution avec indication des profils et sections mis en œuvre

ETANCHEITE / COUVERTURE

- o Le plan de repérage des différents types d'étanchéité ou de couverture
- o Le plan de repérage des évacuations des eaux pluviales, avec indication des sections des descentes

OUVRAGES BOIS :

- o Le certificat de traitement conforme à la NF B 50-102 et précisant la classe de traitement pour chaque ouvrage
- o L'étiquette d'information conforme à la norme NF P 40-102
- o Le certificat de provenance des bois
- o Une attestation précisant l'essence utilisée pour chaque ouvrage
- o La liste détaillée par ouvrage des produits appliqués en atelier (impressions, lasures...)

MENUISERIES EXTERIEURES / MENUISERIES INTERIEURES

- o Les références des profils utilisés
- o Les PV de classement A*E*V*

- o Les PCV des portes de comportement au feu
- o Les caractéristiques techniques des vitrages (fiche CEKAL notamment)
- o Les références des serrureries et quincailleries
- o L'organigramme des clés
- o Les caractéristiques techniques des produits d'occultation et de fermeture
- o Le certificat NF CTBA pour les menuiseries bois

PEINTURES / REVETEMENTS

- o Les références et la localisation des produits et des teintes mises en œuvre
- o Les PV de classement UPEC des revêtements de sols

Le document relié et la pochette comporteront chacun une page de garde indiquant :

- o La dénomination de l'opération
- o Le n° et la dénomination du lot
- o Le nom et les coordonnées de l'entreprise

Nota : La liste ci-dessous n'est pas exhaustive, et n'est donné qu'à titre indicatif.
Elle pourra être complétée par tout document qui serait demandé par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être réclamé par l'entreprise.

A _____, le ____ / ____ / ____

L'entrepreneur:

Signature et tampon de l'entreprise